

Communiqué de presse

27 octobre 2025

Sous embargo jusqu'au 12 novembre 2025

La décarbonation, condition indispensable à la souveraineté de la France et de l'Europe

Rapport final

Parce que l'énergie est indispensable à notre économie, The Shift Project a souhaité mettre en lumière l'exposition de la France au risque énergétique. Après une première publication en avril 2025, les équipes de recherche ont poursuivi leur travail inédit de cartographie et de quantification des flux énergétiques de la France de 1995 à 2022. Le diagnostic est sans appel : nos modes de vies et le fonctionnement de nos entreprises dépendent toujours à plus de 70 % des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), part qui n'a pas baissé depuis 1995. Dans un contexte marqué par l'épuisement progressif de sources de pétrole et de gaz critiques pour l'Europe, et par le retour de fortes tensions géopolitiques, la dépendance à des pays fournisseurs extérieurs à l'Europe met à risque nos économies. La décarbonation n'est plus seulement une nécessité climatique, elle est une condition indispensable à notre souveraineté.

Une modélisation inédite de l'exposition énergétique de la France

L'équipe du Shift Project a développé un outil de modélisation permettant de suivre toutes les étapes de production et de consommation d'énergie, allant jusqu'à prendre en compte l'énergie embarquée dans les importations de biens et services, appelée "énergie grise¹".

Notre chiffrage met en évidence notre exposition énergétique - autrement dit l'énergie nécessaire au fonctionnement du pays :

- pour soutenir les modes de vie des Français alimenter une chaudière pour se chauffer, cultiver et transformer les denrées alimentaires pour se nourrir, faire tourner le moteur des véhicules particuliers, assurer la production - sur le territoire et à l'international - des biens consommés en France etc.
- pour alimenter les activités économiques françaises pour faire fonctionner des usines, maintenir des réseaux, transporter des marchandises, alimenter des engins agricoles, chauffer des bâtiments, etc.

¹ L'énergie grise désigne l'énergie non comptabilisée dans les outils de mesure traditionnels et consommée dans des usines situées à l'étranger comme en Chine, en Inde, en Russie ou encore aux États-Unis.

En prenant en compte l'énergie produite et consommée sur le territoire, mais aussi celle associée à nos importations de biens et de services et celle contenue dans nos exportations, la notion d' « exposition énergétique » est pour nous la plus complète pour mettre en évidence nos dépendances énergétiques.

Souveraineté : la France ne produit que 20 % de ses besoins en énergie

Pas de souveraineté sans maîtrise de l'accès à l'énergie, qu'il s'agisse de souveraineté économique, industrielle, sanitaire, numérique, ou encore militaire. Or la France ne produit qu'1/5 de ses besoins en énergie finale (500 sur 2500 TWh) pour faire fonctionner ses entreprises et maintenir nos modes de vie. Le reste de nos besoins énergétiques sont importés directement (54 %), ou indirectement à travers l'« énergie grise » (27 %) contenue dans nos importations de biens et services.

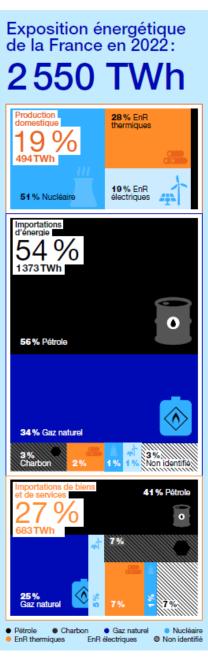
Les importations directes d'énergie de la France s'élèvent à près de 1400 TWh et 150 milliards d'euros² en 2022. Elles sont composées à 98 % d'énergies fossiles (majoritairement du pétrole et du gaz naturel).

Enfin, un quart de notre exposition énergétique est due à l'énergie embarquée dans les biens et services importés par la France - soit davantage que la totalité de l'énergie que le pays produit annuellement.

65 % de l'énergie nécessaire au fonctionnement de la France est produite hors d'Europe

La dépendance aux énergies fossiles menace l'avenir économique de l'Europe et sa compétitivité. Directement ou indirectement, l'économie de la France s'appuie à 70 % sur les énergies fossiles (pétrole, gaz charbon). Cela expose la France :

à des risques géopolitiques (crises politiques internationales, instabilité sociale ou économique des pays exportateurs,...): 9 des 10 principaux fournisseurs de pétrole et 7 des 10 principaux fournisseurs de gaz naturel de la France sont localisés en dehors des frontières européennes; les Etats-Unis et la Russie exercent aujourd'hui sur l'Union européenne une pression géostratégique à travers leurs capacités d'exportation d'hydrocarbures.



d'exportation d'hydrocarbures.

2 Etude 2023 du services des douanes « vulnérabilité énergétique de la France » https://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/etudes/tableaux/ee_95.pdf

• à des risques sur la disponibilité de l'énergie (chocs de prix, ruptures d'approvisionnement sur la chaîne de valeur,...): 7 des 10 principaux fournisseurs de pétrole et 4 des 10 principaux fournisseurs de gaz naturel de la France risquent de voir leur production fortement décliner d'ici à 2050 - notamment en mer du Nord et sur le continent Africain selon des études précédentes du Shift Project, parues en 2021 et 2022³.

Décarboner la France et l'Europe, c'est donc réduire notre vulnérabilité structurelle aux crises énergétiques et géopolitiques à venir. Cette lecture physique de notre économie révèle un constat clair : notre compétitivité, à moyen et long terme, dépendra de notre capacité à décarboner.

Nos recommandations : pour une souveraineté énergétique par décarbonation fondée sur les renouvelables, le nucléaire, l'efficacité et la sobriété

1. Planifier notre décarbonation et réindustrialiser à l'échelle européenne pour gagner en compétitivité dans la durée

80 % de l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'économie française est consommée en France ou en Europe, contre seulement 20 % liés aux importations extra-européennes de biens et de services. Cela signifie que l'essentiel du risque énergétique de la France peut être réduit par la décarbonation et la réindustrialisation du continent européen. Une politique industrielle française et européenne de plein exercice est donc indispensable pour garantir la résilience de notre économie.

2. Électrifier les usages, planifier la sortie des fossiles, diversifier le mix bas-carbone

La massification de l'électrification (transports, chauffage, industrie) est essentielle pour sortir des énergies fossiles. Les carburants bas-carbone (biogaz, hydrogène, carburants de synthèse) doivent être réservés aux usages non electrifiables. En parallèle, il faut organiser la sortie progressive des infrastructures fossiles : disparition des chaudières gaz et fioul, réduction des réseaux gaziers, reconversion des stations-service.

Cela suppose de soutenir un mix bas-carbone robuste, combinant énergies renouvelables (solaire, éolien, hydro, biomasse) et nucléaire. Chaque filière a ses limites et ses incertitudes ; déployer tous les leviers en parallèle permettra de limiter les risques.

3. Arbitrer la demande : efficacité et sobriété

Sans une baisse structurelle de la demande d'énergie, la décarbonation et la souveraineté resteront hors de portée. Selon les travaux du Shift Project⁴, la consommation énergétique française doit être divisée par deux d'ici 2050. Cela implique

3

³ Ces études du Shift Project ont été publiées avec le soutien de la DGRIS en 2021 pour le pétrole (TSP, Approvisionnement pétrolier futur de l'UE : État des réserves et perspectives de production des principaux pays fournisseurs, 2021) et en 2022 pour le gaz (TSP, Gaz naturel : quels risques pour l'approvisionnement de l'UE ?, 2022), soit avant le début de la guerre en Ukraine.

des politiques fortes d'efficacité énergétique (rénovation thermique, électrification performante, etc.) et de sobriété (infrastructures adaptées, régulation, incitations, taxation, etc.). Efficacité et sobriété sont indispensables pour garantir un système énergétique soutenable, résilient et souverain.

Contact presse

Mona Poulain - chargée de communication - mona.poulain@theshiftproject.org - 07 87 34 05 78

Héloïse Lesimple - Responsable adjointe affaires publiques -

heloise.lesimple@theshiftproject.org - 06 13 35 51 33